



Communiqué de presse // Mardi 4 décembre 2012

**En notre nom, ne le ratifiez pas !**

**NON à l'Accord de libre-échange entre l'UE, la Colombie et le Pérou**

Le 11 décembre prochain, le Parlement européen devra se prononcer sur la ratification de l'Accord de libre-échange entre l'UE, la Colombie et le Pérou. Or, depuis le début des négociations (en 2006), un nombre croissant d'organisations syndicales et de la société civile en Europe et en Amérique latine dénoncent les conséquences qu'aurait un tel accord pour les droits de l'Homme, les travailleurs, les peuples indigènes et l'environnement dans ces pays. Plus particulièrement, cet accord :

- saperait le processus d'intégration de la région andine et limiterait la capacité de ces pays à définir leur propre politique économique de développement ;
- renforcerait le modèle de libéralisation financière pourtant au cœur de la crise européenne, et menacerait l'existence de services publics, tels que la santé, l'éducation, ..., à travers l'ouverture de ces secteurs aux entreprises multinationales ;
- renforcerait le modèle extractiviste minier de la Colombie et du Pérou avec de lourdes conséquences en particulier pour les communautés indigènes qui subissent déjà de plein fouet les accaparements de terre et déplacements forcés ;
- privilégierait la protection des droits des investisseurs étrangers au détriment des droits économiques et sociaux des populations, et du développement économique local.

En outre, cet accord viendrait légitimer les gouvernements du Pérou et de Colombie, pays le plus dangereux au monde pour les syndicalistes, qui perpétuent un climat d'impunité face aux graves violations des droits de l'Homme commises dans ces pays.

Si la Commission et le Conseil européens sont sourds aux alertes répétées de la société civile, les organisations signataires en appellent aux euro-députés qui votent en leur nom, pour voter NON à cet accord aux conséquences dramatiques pour les droits des populations et l'environnement de ces pays. Il est grand temps pour l'Union européenne de revoir radicalement ses politiques commerciales et d'investissement et d'engager des relations commerciales avec l'Amérique latine basées sur la complémentarité de nos régions et un commerce juste et équitable au service des droits humains.

Par ailleurs, quel que soit le résultat du vote au Parlement européen et au nom du respect de la démocratie, les organisations signataires demandent qu'aucune application provisoire de cet accord ne soit acceptée tant que le processus de ratification par les Parlements nationaux ne sera pas achevé, cet accord ayant été reconnu de compétence mixte!

### **Contacts presse**

Fanny Simon – AITEC-Ipam - 0661451771

Luc Gonzalez - Association TEJE – 0676142773

Braulio Moro – France Amérique Latine - [al.moro@wanadoo.fr](mailto:al.moro@wanadoo.fr)

### **Pour plus d'information, voir :**

- La lettre d'interpellation des organisations et mouvements latino-américains et européens appelant les euro-députés à voter NON à cet accord, disponible ici : [aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/Lettre\\_ALE\\_oct\\_25.pdf](http://aitec.reseau-ipam.org/IMG/pdf/Lettre_ALE_oct_25.pdf)
- La déclaration des syndicats européens, réunis à Bruxelles le 9 octobre dernier, appelant à s'opposer à l'adoption de cet accord, ici : [http://www.etuc.org/IMG/pdf/ETUC-TUCA\\_Colombia-Peru-3.pdf](http://www.etuc.org/IMG/pdf/ETUC-TUCA_Colombia-Peru-3.pdf)
- Le site Internet européen dédié à cette campagne : <http://www.fta-eu-latinamerica.org/fra/>
- La campagne française contre cet accord ici : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.php?article1189>

### **Associations et organisations syndicales signataires (en date du 3 décembre 2012) :**

Artisans du Monde

Association internationale des techniciens, experts et chercheurs (AITEC-Ipam)

Association TEJE (Travailler Ensemble Jeunes et Engagé-e-s)

Attac-France

Confédération générale du travail (CGT)

Confédération paysanne

Fédération syndicale unitaire (FSU)

France Amérique Latine (FAL)

Le Mouvement de la paix

Les Amis de la terre

Terre des Hommes France

Union syndicale solidaires

### **En soutien :**

Europe Écologie Les Verts (EELV)

Le Parti de la Gauche européenne (PGE)

Le Parti communiste français (PCF)